Cette affiche est réalisée par S!lence, revue mensuelle écolo et indépendante, éditée depuis 1982. La revue explore les alternatives concrètes et aborde tout sujet non seulement sous l'angle écologique et décroissant, mais aussi au regard du féminisme et de la non-violence

L'ÉCOLOGIE EN 50 VICTOIRES

Les militant·es écologistes ont remporté de nombreuses victoires au fil des années. Ici, des activistes ont arrêté une centrale nucléaire. Là, des paysan·nes ont sauvé leurs terres de la bétonisation. Ces victoires participent à construire un nouvel imaginaire politique impulsé par l'urgence climatique, la préservation de la biodiversité et l'ambition d'une société égalitaire et émancipatrice.

Pris·es dans nos combats quotidiens, nous avons tendance à nous concentrer sur les résistances qui restent à mener, en oubliant les succès obtenus. Mais célébrer des victoires décisives, c'est aussi transmettre les leviers d'actions qui ont permis aux luttes d'aboutir, et nous redonner de la force et de l'espoir.

Le système qu'impose la croissance est dévastateur. Il aggrave chaque jour les inégalités sociales, précipite la catastrophe écologique et étouffe les alternatives. Manifestations, occupations, actions juridiques, créations de collectifs, médiatisation, pétitions, enquêtes publiques… face à la violence structurelle du capitalisme patriarcal, la pluralité des formes de mobilisation témoigne de la créativité des militant·es et de la puissance des actions collectives.

Dans la joie et l'optimisme, cette affiche vise à nous montrer que les victoires sont possibles, tout en rappelant la nécessité des luttes. Nous l'avons volontairement circonscrite à 3 types de victoires, ancrées sur un territoire local ou régional : l'abandon de grands projets inutiles et imposés, la mise à l'arrêt d'infrastructures destructrices et le maintien de services publics.

Cette affiche célèbre les luttes victorieuses de ces 60 dernières années en France. Loin de les avoir toutes répertoriées, nous avons retenu les plus emblématiques et celles qui continuent de nous inspirer.

BRETAGNE

La gare de Quimperlé vivra !
1972-2014 | Finistère

En 1972 et pendant un an, tous les dimanches, des habitant·es de Quimperlé occupent les voies de chemin de fer pour obliger les trains à s'y arrêter. Des syndicats de cheminot·es soutiennent la lutte. L'action est reprise dans d'autres villes bretonnes à chaque fois que la *SNCF* essaie de supprimer des arrêts. Des procès et des amendes pleuvent contre les manifestant·es. Le TGV, qui arrive dans les années 1990 sans arrêt à Quimperlé, est aussi bloqué. La *SNCF* cède, puis lance en 2014 un programme de rénovation de la gare.

Frondes contre le nucléaire à Plogoff
1975-1981 | Finistère

En 1975, le conseil général donne un accord de principe pour la construction d'une centrale nucléaire sur 167 hectares de landes. Près des deux tiers des habitant·es de Plogoff se mobilisent et des comités locaux d'information nucléaire se créent dans toute la Bretagne. La répression policière et militaire est ubuesque : les coups et les grenades pleuvent, les arrestations et les procès aussi. Les femmes entament une guerre d'usure contre les gendarmes, nuit et jour, au milieu des barricades et des barrages. En mai 1980, 100 000 personnes fêtent la clôture de l'enquête d'utilité publique. En juin 1981, le projet est annulé.

Une dune sous-marine préservée
2010-2020 | Côte-d'Armor

Élu·es et population sont mobilisé·es contre l'exploitation massive de sable par la *Compagnie armoricaine de navigation*. Le collectif *Le Peuple des Dunes* organise pétitions et manifestations jusqu'à l'abandon du projet, au bénéfice de la faune marine.

NORMANDIE

Pas de décharge à Nonant-le-pin
2006-2016 | Orne

Autorisée à enfouir des déchets ultimes issus de l'automobile, la société *GDE* engage un bras de fer avec ses opposant·es, dont le haras du Pin, José Bové et la ministre Delphine Batho. Plus de 300 jours de blocus. L'autorisation est annulée.

Défense de la Ferme des Bouillons : des champs pas d'Auchan !
2012-2016 | Seine-Maritime

HAUTS-DE-FRANCE

Pour la protection des dunes et contre l'exploitation du sable par l'entreprise Magnésie et Dolomies de France
1970-1977 | Pas-de-Calais

Ni 1 000 ni 500 vaches !
2011-2020 | Somme

En 2011, une mégaexploitation laitière cherche à s'implanter près d'Abbeville. Les riverain·es s'organisent rapidement avec l'association *Novissen* : pétitions, manifestations, blocages du chantier, recours… En 2014, la mobilisation se durcit et gagne en visibilité médiatique. Des membres de *la Confédération paysanne* démontent la future salle de traite. La ferme démarre pourtant au-delà des 500 vaches autorisées. *Novissen* obtient finalement la condamnation des exploitants à verser de lourdes astreintes. Sous pression financière, l'activité laitière, déficitaire en dessous de 1 000 vaches, s'arrête en 2020.

ÎLE-DE-FRANCE

Abandon du projet de circuit automobile à Flins
2008-2009 | Yvelines

Associations écolos, agricult·rices et habitant·es se mobilisent pour empêcher la création d'un circuit automobile à Flins. Soutenu par le conseil général, le projet est abandonné après plusieurs dépôts de recours gracieux, contentieux et manifestations.

Oui aux terres de Gonesse, non à EuropaCity !
2010-2019 | Val-d'Oise

Sacrifier 80 ha de terres agricoles fertiles pour implanter 500 boutiques, 4 hôtels, une piste de ski, etc., c'est le projet du groupe *Auchan* et son allié chinois *Wanda*. Le *Collectif pour le Triangle de Gonesse*, composé entre autres des *Amis de la Terre*, est créé en opposition à *EuropaCity*. Ses membres mobilisent progressivement des citoyen·nes et d'autres collectifs de toute l'Île-de-France à l'occasion de marches festives et de plantations sur les terres menacées. *Alternatiba* organise sur place un village des alternatives.
Une enquête publique est lancée en 2016 et aboutit à un avis défavorable. Le gouvernement abandonne en 2019.

PAYS DE LA LOIRE

Notre-Dame-des-Landes : laboratoire des ZAD
1963-2018 | Loire-Atlantique

Le projet d'Aéroport du Grand Ouest de 1963 ressort des cartons en 2000 : *l'ACIPA* se créée et s'allie aux paysan·nes pour s'y opposer et protéger les terres agricoles et les zones humides. En 2009, le 1er Camp action climat de France s'organise et on parle d'une ZAD (zone à défendre). En 2010, la concession est attribuée au groupe *Vinci*, alors que les installations se multiplient. À l'automne 2012, plus de 1 000 gendarmes et policiers tentent d'évacuer les zadistes. Une manifestation de réoccupation rassemble 40 000 personnes. Le 17 janvier 2018, le gouvernement annonce l'abandon du projet d'aéroport. En juin 2018, une quinzaine de projets agricoles sont validés par l'État.

GRAND EST

Amazon ne s'implante pas à Dambach-la-Ville
2020 | Bas-Rhin

Du plomb dans l'aile pour l'usine de Marckolsheim
1973-1975 | Bas-Rhin

En 1974, une occupation citoyenne franco-allemande obtient l'abandon d'un projet d'usine de stéarate de plomb très polluante à Marckolsheim.
Le gouvernement n'autorise finalement pas l'usine chimique *CWM* à s'installer.

CENTRE-VAL DE LOIRE

Contre le projet de piscine géante de déchets nucléaires à Belleville-sur-Loire
2018-2020 | Cher

À Charbuy, on ne veut pas de l'usine à poulets
2014-2018 | Yonne

Des habitant·es et le conseil municipal s'opposent au projet de construction d'un poulailler industriel de 30 000 poulets sur 1 500 m². Une association est créée, lance une pétition et introduit un recours juridique. Le dossier est clos par la cour d'appel de Lyon.

La vie fluviale passe avant l'élargissement du canal Rhin-Rhône
1961-1997 | Doubs

Processus démocratique et « écoquartier » à Besançon
2005-2020 | Doubs

La ville de Besançon veut transformer sans concertation des jardins et espaces naturels en un « écoquartier » densément urbanisé. Les lieux sont occupés. Sous pression de l'association *Jardins des Vaîtes*, avec le soutien d'*ANV-Cop21*, le nouveau conseil municipal adopte un projet réduit.

Contre une mégascierie et pour la préservation de la forêt
2008-2015 | Nièvre

Déforestation massive du Morvan pour des granulés de bois. Des associations se mobilisent, informent les habitant·es, occupent la zone pendant 2 ans et engagent des procédures juridiques jusqu'à l'abandon du projet. L'écolieu *Le Carrouège* est créé.

Sennecey-le-Grand : surgénérateurs ? Sûr que non !
1976-1981 | Saône-et-Loire

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Projet de Center Parcs à Roybon ni ici, ni ailleurs !
2007-2020 | Isère

Pierre & Vacances lance un projet de *Center Parcs* sur la commune de Roybon : 203 ha, 990 cottages et un centre de loisirs nautiques dans la forêt des Chambaran. Dès 2008, première distribution de tracts contre le projet et en juin 2012, 1 000 personnes manifestent. En 2014, malgré l'avis défavorable rendu par l'enquête publique, la préfecture donne son autorisation pour le début des travaux. Une ZAD se met en place. Les procédures judiciaires contestant les autorisations administratives se multiplient jusqu'à l'abandon du projet en juillet 2020. Plusieurs associations dont *Pour les Chambaran sans Center Parcs*, *ATTAC* et *Agir pour l'environnement* ont contribué à faire aboutir cette lutte.

Superphénix contre une « super » centrale nucléaire
1974-1997 | Isère

Les mobilisations contre le projet de surgénérateur Superphénix commencent en 1975 avant le début des travaux. Marches, pétitions et manifestations (dont une de 90 000 personnes) se succèdent en France, en Suisse et en Italie. La répression policière est violente et en 1977, un manifestant, Vital Michalon, est tué par une grenade offensive. Mise en service en 1986, la centrale est arrêtée plusieurs fois pour des problèmes techniques. Les manifestations continuent. L'arrêt définitif de la centrale est déclaré en 1997. *Les Européens contre Superphénix* devient *Le Réseau Sortir du nucléaire*.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Pas de ski estival dans le parc national de la Vanoise
1968-1971 | Savoie

Le parc de la Vanoise est menacé par un projet de station de ski estival voulu par la station de Val Thorens et les élu·es loca·les. La campagne d'information nationale et la pétition de *France Nature Environnement* entraînent l'abandon du projet.

No gazaran : à pleins pots contre le gaz de schiste
2010-2017 | Ardèche

Depuis 2011, le *Collectif 07 Stop au gaz et huile de schiste* lutte de façon non-violente. En 2017, la loi Hulot interdit l'exploitation, l'exploration, l'attribution de nouveaux permis et limite le renouvellement des concessions d'hydrocarbures.

Lutte contre l'autoroute A51 Grenoble-Sisteron
1988-2002 | Hautes-Alpes

L'A51 devait relier Grenoble à Marseille. Les opposant·es demandent la modernisation de la ligne *SNCF* Grenoble-Sisteron et bloquent les travaux. Il manque aujourd'hui un tronçon central de 92 km, et des passages à 2x2 voies ont été construits sur la RN85.

Aéroport de Vaumeith-Sisteron : les riverain·es disent non !
1972-1980 | Alpes-de-Haute-Provence

Un avenir assuré pour le train des Pignes
1959-2014 | Alpes-de-Haute-Provence et Alpes-Maritimes

Pour la protection de la vallée de la Clarée contre plusieurs projets d'aménagement
1970-2020 | Hautes-Alpes

Pas de gigantesque complexe touristique dans le Verdon !
1984-1990 | Var

Le jardin de Valmer à Marseille reste public !
2019-2020 | Bouches-du-Rhône

Le parc de Longchamp sans parking à Marseille
1993-2020 | Bouches-du-Rhône

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Contre les parcs solaires industriels
2011-2017 | Bouches-du-Rhône

Sur 172 ha de terres agricoles, *Voltalia* veut construire un parc photovoltaïque. Des associations font annuler l'autorisation et empêchent le projet d'essaimer. Les parcs solaires sur les terrains déjà artificialisés, les agricult·rices sur leurs terres !

Le Quad festival arrête de rouler des mécaniques
2012 | Cantal |

Village vivant : pas de supermarché à Saillans !
2010-2014 | Drôme

Forêt de Saoû : une propriété privée transformée en « espace naturel sensible »
1981-2001 | Drôme

OCCITANIE

Gardarem lo Larzac !
1970-1981 | Aveyron

Les paysan·nes du Larzac sont menacé·es de perdre leurs terres : Michel Debré, ministre de la Défense, les convoite pour agrandir le camp militaire. Soutien, mobilisation et médiatisation sans précédent. Tout est bon pour stopper le projet : jeûne, construction illégale, universités alternatives, tracteurs à Paris, marches, etc. Au fil des ans, écolos, féministes, syndicalistes, étudiant·es (de l'étranger également) rejoignent la lutte non-violente. En août 1973 et 1974, 100 000 personnes convergent au Larzac. En 1981, le projet est abandonné.

La ligne ferroviaire Brive-Cahors suspendue et rétablie
2003-2013 | Lot

Contre le barrage de Sivens
1989-2016 | Tarn

L'étude de faisabilité d'un barrage à Sivens pour irriguer les monocultures est lancée en 1989 et le projet retenu en 2002. En 2013, les opposant·es déposent 2 recours et occupent le site pour protéger la zone humide du Testet. Les occupant·es sont expulsé·es fin février 2014 avant des actions de réoccupation en avril, puis une deuxième expulsion en mai. Malgré une grève de la faim menée par 3 opposant·es, le déboisement du site commence en septembre 2014. En octobre 2014, Rémi Fraisse est tué par une grenade lancée par les gendarmes lors d'affrontements. Les travaux s'arrêtent, avant l'annulation de la déclaration d'utilité publique en juillet 2016.

Abandon du projet de barrage de la Borie
1989-1992 | Gard

Les habitant·es de la vallée des Camisards occupent dès juillet 1989 le site de la Borie, à l'annonce d'un projet de barrage hydraulique par le conseil général du Gard. Le projet est abandonné suite à l'annulation de la déclaration d'utilité publique. L'occupation a continué jusqu'en 2021.

Non au projet de golf et au lotissement de luxe
2004-2018 | Gard

En 2004, le 1er adjoint de la commune de Saint-Hilaire-de-Brethmas annonce la construction d'un « écosite » avec golf et hôtel sur 308 ha. La majorité change et tient un référendum : 60 % des votes sont contre le projet. En 2018, le tribunal administratif de Nîmes confirme l'annulation du projet.

Contre la bétonisation du littoral
1986 à aujourd'hui | Corse

Lutte contre les boues rouges
1972-1985 | Corse

La société italienne *Montedison* est autorisée en 1972 à déverser des tonnes de boues rouges au large du Cap Corse. Des comités se créent partout sur l'île, manifestent et engagent des recours juridiques. En 1985, *Montedison* est définitivement condamnée.

NOUVELLE-AQUITAINE

Enfouissement de déchets nucléaires : projet enterré
1987-1990 | Deux-Sèvres

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs projette d'enfouir des déchets dans le granit du Gâtinais. Les habitant·es bloquent 3 ans durant l'accès au site de forage. Un moratoire est finalement décrété par le Premier ministre.

Fumel ne fumera plus
1986-1999 | Lot-et-Garonne

L'incinérateur de Fumel n'a jamais respecté les normes de rejets (poussières, dioxine…). Alerté, l'État continue pourtant d'accorder des dérogations. En 1999, des militant·es d'*AC !* démontent des équipements : l'incinérateur ne redémarrera jamais !

Dans l'estuaire de la Garonne, un parc naturel marin plutôt qu'un terminal méthanier
2006-2009 | Charente-Maritime

Contre un projet de mine d'or en Pays basque
2015-2018 | Pyrénées-Atlantiques

Sudmine dépose une demande d'exploration. Les communes émettent un avis défavorable. 2 000 personnes manifestent et des militant·es de *Bizi !* organisent une simulation de chantier… dans le jardin d'un des dirigeants de *Sudmine*. Le gouvernement renonce.

Pas de ligne à haute tension : on se détend dans la vallée du Louron
1994-1996 | Pyrénées-Atlantiques

En 1994, *EDF* obtient un permis de construire pour une ligne THT de 400 000 volts. L'association *Uminate* se mobilise et en décembre 1994, le tribunal de Pau annule le permis estimant que la qualité du paysage l'emporte sur le transport d'électricité.

LA RÉUNION

Une nouvelle route du littoral les pieds dans l'eau
2009-2020 | La Réunion

La région prévoit une nouvelle route du littoral empiétant sur la mer. En 2015, des manifestant·es bloquent une carrière, mais les travaux démarrent. L'arrivée de la gauche à la mairie de Saint-Denis les stoppe en 2020. Seul un viaduc de 5,4 km a été réalisé.

GUYANE

Non à l'industrialisation coloniale (usine et mines, pêche industrielle, exploitation forestière)
1975-1981 | Guyane

Contre le projet de mine d'or industrielle menaçant 1 513 ha de forêt
2017-2019 | Guyane

SECTEURS DE LUTTES

- Urbanisme
- Armée
- Barrage
- Extractivisme
- Loisirs
- Commerce
- Déchets
- Energie
- Transport
- Nucléaire
- Agriculture

revue S!LENCE exploratrice d'alternatives
écologie • alternatives • non-violence

Avec le soutien de : agir pour l'environnement, Alternatiba, Les Amis de la Terre France, ANV COP 21, attac, France Nature Environnement, Réseau Sortir du nucléaire

Merci à toutes les personnes et organisations qui ont contribué à cette affiche : Agir pour l'environnement, Alternatiba, Les Amis de la Terre, ANV-COP21, ATTAC, France Nature Environnement, Le Réseau Sortir du nucléaire, Anaïs Zuccari, Gabrielle Rey, Gaëlle Ronsin, Guillaume Gamblin, Hermine de Francqueville, Juliette Piketty-Moine, Laurence Wuillemin, Louise Fontan-Ducret, Marion Bichet, Martha Gilson, Michel Bernard, Sonia Conchon, etc.

Silence est une association portée par des bénévoles partout en France et 4 salarié·es à Lyon.

| Le numéro d'octobre 2022 de la revue S!lence est consacré aux victoires de l'écologie et accompagne cette affiche | Pour vous procurer ce numéro ou commander l'affiche : Silence, 9 rue Dumenge, BP 4215 69241, Lyon Cedex 04 • Tél. : 04 78 39 55 33 • www.revuesilence.net | Numéro découverte offert sur simple demande |

| Imprimerie Notre-Dame imprimerienotredame.com | Graphisme Collectif Ne Rougissez Pas ! www.nerougissezpas.fr |

01.06.22 VECTO.indd 1 01/06/2022 15:16